

BAC chapitre 4

Composition – Corrigé

SUJET : Média et opinion publique dans les crises politiques en France depuis l'affaire Dreyfus

Avec la loi de 1881 qui instaure la liberté totale de la presse, les républicains permettent à cette dernière de jouer un rôle majeur dans les crises politiques qui ont agité la III^e République à la fin du XIX^e siècle, la plus célèbre étant l'affaire Dreyfus, rendue célèbre par le « J'accuse » de Zola en janvier 1898. Les médias, qui sont les outils permettant la diffusion massive et publique d'information, ont en effet joué un rôle majeur dans la formation et l'expression d'une opinion publique, c'est-à-dire l'ensemble des jugements, valeurs, et convictions partagés par la majorité d'une population. Le contrôle de la presse écrite puis du cinéma, de la radio, de la télévision et d'Internet depuis la fin des années 1990 est un enjeu primordial pour le pouvoir dans les moments de rupture, où le régime politique est remis en cause, constituant ainsi une véritable menace pour l'organisation des pouvoirs.

Comment les médias participent-ils à la formation et à l'expression de l'opinion publique en France depuis la fin du XIX^e siècle ?

Dans une première partie, on analysera le rôle de la presse dans les crises politiques qui marquent la III^e République. Dans un second temps, on montrera que les médias sont contrôlés par le pouvoir politique entre 1940 et les années 1960. Enfin, dans une dernière partie, on tentera de comprendre la crise qui affecte les médias traditionnels et la montée en puissance de nouveaux médias

Sous la III^e République, la presse connaît son âge d'or et joue un rôle essentiel dans la formation d'une opinion publique. À la fin du XIX^e siècle, la III^e République met fin à la censure par la loi de 1881 sur la liberté de la presse, créant un contexte favorable à l'essor de cette dernière, qui devient alors le premier média de masse. En effet, la démocratisation de l'instruction primaire, qui élargit le lectorat et les progrès techniques dans la fabrication (invention de la rotative et de la linotype) et la distribution (chemin de fer) des journaux permet à la presse de toucher rapidement un très large public. Ainsi, la presse d'opinion, qui permet à toutes les tendances politiques de s'exprimer, et la presse d'information, qui se veut plus neutre, se développent avec des tirages très importants et servent de base à la construction de l'opinion publique.

La crise provoquée par l'affaire Dreyfus met en évidence le rôle nouveau de la presse dans la société et la vie politique sous la III^e République, puisque les journaux sont les vecteurs privilégiés du scandale et de la mobilisation de l'opinion. En effet, l'Affaire est née dans la presse, elle éclate en novembre 1894 lorsque *La Libre Parole*, journal antisémite d'extrême droite, brise le secret militaire et révèle que Dreyfus est accusé de trahison. Le journal lance alors un feuilleton judiciaire que d'autres journaux reprennent, les quatre grands quotidiens de l'époque voient ainsi leur tirage augmenter entre 1898 et 1899 : + 4% pour *Le Petit Journal*, + 10% pour *Le Petit Parisien* et + 11% pour *Le Journal* et *Le Matin*. Cette hausse s'explique par le fait que la population, s'étant prise d'intérêt pour l'affaire Dreyfus, n'a alors qu'un seul moyen de s'informer : la presse. Si les journaux lancent ce feuilleton judiciaire dans leur propre intérêt au départ, certains permettent aussi de faire avancer la cause de Dreyfus. *Le Matin*, par exemple, en publiant le fac-similé du bordereau permet d'identifier le vrai coupable (Esterhazy), et bien sûr *L'Aurore* en publiant le « J'accuse » de Zola fait

véritablement éclater le scandale (le numéro est tiré de manière exceptionnelle à 300 000 exemplaires, soit dix fois plus que le tirage habituel).

La presse devient alors un nouvel espace d'expression publique où s'affrontent les intellectuels antidreyfusards et dreyfusards pour mobiliser l'opinion publique. Les journaux antidreyfusards invoquent la raison d'État et la défense de l'armée française, ils font l'apologie de l'antisémitisme et du nationalisme. À l'inverse, les dreyfusards se mobilisent au nom de la justice et de la vérité. La presse entraîne ainsi une bipolarisation de l'opinion. Les Français, notamment les citoyens, prennent partie dans l'Affaire et les divergences apparaissent au sein même des familles. La caricature d'Édouard Pépin « Tableau de l'amour conjugal » paru en janvier 1898 dans *Le Grelot* montre et moque ce phénomène en mettant en scène un couple en train de s'affronter violemment au sujet de l'Affaire, dans le lit conjugal, avec des objets domestiques.

Dans les années 1930 et dans un contexte de crise économique, la presse d'opinion exploite les scandales politico-financiers, jouant un rôle majeur dans la défiance de l'opinion publique envers la classe politique, en particulier dans l'affaire Stavisky. En effet, le 9 janvier 1934, *L'Humanité*, journal du Parti communiste, titre « Le gouvernement se débarrasse de Stavisky en le faisant abattre à Chamonix », cette une remet ainsi en cause la version officielle du suicide d'Alexandre Stavisky et accuse ouvertement le gouvernement de meurtre et de corruption. Selon le journal, le gouvernement aurait donc fait tuer Alexandre Stavisky pour l'empêcher de parler et de révéler au grand jour la corruption d'une partie de la classe politique. Quelques jours plus tard, le 11 janvier 1934, *L'Action française*, journal royaliste d'extrême droite, appelle ses lecteurs à manifester contre le gouvernement le 6 février 1934, devant la Chambre des députés. Le ton employé dans le journal est insultant, les députés et le gouvernement y étant traités de « vendus », de « voleurs », de « crapule ». La presse en invitant ses lecteurs à se mobiliser contre le gouvernement devient un acteur majeur de cette crise.

La manifestation du 6 février dégénère, faisant 16 morts et plus de 2 000 blessés. Le 7 février, la presse dramatise les événements, ce qui contraint le gouvernement Daladier à démissionner. Les journaux de gauche y voient une tentative de coup d'État fasciste qui menace la République. Ainsi, les journalistes du *Populaire*, quotidien de la SFIO, pensent que les débordements étaient prémédités par une minorité et qu'ils sont l'œuvre de bandes fascistes antiparlementaires qui voulaient renverser le régime, à l'image d'Hitler en Allemagne. La presse de droite insiste, quant à elle, sur la violence de la répression. Pour les journalistes du *Figaro*, du *Temps* et de *L'Écho de Paris*, les manifestations étaient légitimes, ils attribuent donc les débordements et les violences aux communistes et au gouvernement. Dans les deux cas, les propos sont très violents, la presse traduisant ainsi la radicalisation de l'opinion.

Lors de cette crise, un nouveau média apparaît : la radio. Apparu dans les années 1920, la radio se diffuse massivement, à partir des années 1930, dans les foyers français et dans les cafés. Permettant une retransmission directe des informations à une large population, le gouvernement encadre donc dès le départ ce nouveau média. Elle lui permet de donner sa vision des faits en limitant les informations auxquelles les auditeurs ont accès. Ainsi, le soir du 6 février 1934, le réseau d'État attend l'entracte et la fin de la retransmission d'un opéra pour diffuser un communiqué du Président du Conseil, qui dénonce et dramatise le rôle des ligues fascistes qui ont tenté de renverser le régime, dissocie le rôle des anciens combattants des ligues et insiste sur le fait que le gouvernement contrôle la situation pour rassurer les Français et notamment les provinciaux. Ce communiqué incarne la mainmise du gouvernement sur ce nouveau média qui devient un instrument politique et non un espace de liberté. Avec la chute de la III^e République, le 10 juillet 1940, la liberté de la presse disparaît complètement et la censure est rétablie. La période allant de 1940 aux années 1960 est

marquée par un fort contrôle étatique sur les médias n'empêchant pas pour autant des formes de résistance.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le régime de Vichy et les résistants, de la France libre, livrent une âpre bataille pour contrôler l'opinion publique à travers les médias. Le 17 juin 1940, Pétain choisit la radio pour annoncer l'armistice, ce média en plein essor lui permet alors de toucher de manière instantanée l'opinion et ajoute de l'émotion et de la solennité à son discours. Dès le lendemain, le général de Gaulle lance un appel à la résistance sur la BBC (*British Broadcasting Corporation*) : c'est le début de la guerre des ondes. Le régime de Vichy a pris le contrôle sur les radios nationales qui sont au service des Allemands et diffusent leur propagande, mais la France libre utilise, elle aussi, la radio pour mobiliser l'opinion publique. En effet, depuis Londres, la radio permet d'organiser la Résistance intérieure grâce aux messages personnels, qui donnent des indications précieuses pour organiser les opérations et coordonner les actions de résistance. Elle permet aussi de soutenir le moral des Français et de leur dire tout ce que la propagande et la censure de Vichy leur cachent : la BBC refusant le principe de désinformation, elle n'a jamais caché les mauvaises nouvelles, à l'inverse des radios sous le contrôle de Vichy et des Allemands. Il s'agit également pour elle de convaincre une opinion publique au départ majoritairement pétainiste. Même si l'écoute de la BBC ne fait pas de la majorité des Français des résistants, elle les familiarise avec des valeurs, des arguments et des modèles qui ne sont pas ceux de Vichy.

La presse est aussi le lieu de cet affrontement. La censure est rétablie dès 1939. Avec la défaite, les médias passent sous le contrôle des Allemands en zone occupée et de Vichy en zone libre. La presse officielle est discréditée et ses tirages s'effondrent. À l'inverse, la presse résistante, d'abord artisanale et irrégulière, s'organise rapidement grâce aux financements de Londres. Plus de 1 200 journaux clandestins apparaissent dont certains comme *Combat* à fort tirage. À l'image des mouvements de résistance intérieure, la presse clandestine se structure avec la création en 1942 d'un Bureau d'information et de propagande, puis en 1943 d'une Fédération nationale de la presse clandestine. L'étude du débarquement des Alliés vu par presse est à ce propos instructive. Le journal clandestin *L'Humanité* insiste sur les succès des Alliés et rappelle que la victoire est à portée de main si la population se mobilise. Elle invite ainsi les Français à soutenir le débarquement en se procurant des armes par tous les moyens. À l'inverse, les journalistes du *Matin* insistent sur les succès des Allemands et la solidité de leur défense. Ils exhortent les Français au calme et à ne pas soutenir les Alliés car ils s'exposeraient à une sévère répression allemande. Les médias sont donc des vecteurs essentiels du pouvoir, tant celui de l'occupant que celui de la résistance.

Les médias jouent à nouveau un rôle important lors de la guerre d'Algérie. Alors que la presse et les radios périphériques s'engagent contre la guerre d'Algérie et dénoncent la violence de celle-ci et le recours à la torture, l'État rétablit la censure sur le territoire algérien et multiplie, en France, les saisies administratives contre les journaux, notamment *L'Humanité*, *L'Express*, *France Observateur* mais aussi *Témoignage chrétien*. L'audiovisuel reste donc sous l'étroite surveillance du pouvoir, ainsi, la RTF et les Actualités françaises, diffusées au cinéma, véhiculent la version officielle des « événements ». À partir du 13 mai 1958, elles interprètent la crise en faveur de de Gaulle et lui permettent de rallier l'opinion publique en passant sous silence tout ce qui a permis aux opposants de parler d'un coup d'État. Le contrôle des médias est enfin l'une des clés de l'échec du putsch d'avril 1961, lors duquel quatre généraux, Challe, Salan, Jouhaud et Zeller, s'emparent des médias algériens (presse avec *L'Écho d'Alger* et radio avec Radio-Alger). Ils souhaitent maintenir l'Algérie française et refusent les négociations amorcées par de Gaulle avec le FLN. Ils décident alors de ne plus suivre les ordres venus de métropole et tentent de rallier l'ensemble des Français d'Algérie,

surtout les soldats du contingent, à leur cause en utilisant les médias pour diffuser leur message. En réaction, en métropole, les journaux paraissent exceptionnellement le dimanche pour informer la population de la tentative de coup d'État et le discours de de Gaulle, appelant les soldats mobilisés en Algérie à ne pas suivre les généraux, est diffusé en boucle à la radio et à la télévision, permettant ce qu'on a appelé « la victoire du transistor ». De Gaulle affirme ainsi sa mainmise sur les médias audiovisuels par le biais de l'Office de radiotélévision française qui est l'établissement chargé du service public de l'audiovisuel de 1964 à 1974. La presse est contrôlée grâce à la censure et aux saisies administratives. Mais surtout, de Gaulle fait de la télévision un instrument de son pouvoir : il multiplie les conférences de presse télévisés et apparaît 20 fois à la télévision de 1958 à 1962. La soumission des médias traditionnels au pouvoir entraîne leur remise en cause par l'opinion publique et l'émergence de nouveaux médias depuis les années 1960.

Ce processus de remise en cause des médias est visible lors de la crise de Mai 68. Pendant toute cette crise, les médias sont un véritable enjeu de pouvoir. Les médias traditionnels sont d'abord contestés par les étudiants qui fondent leurs propres journaux (*L'Enragé*) et utilisent les affiches et les graffitis comme moyens alternatifs d'expression. L'ORTF, qui depuis 1964 permet à l'État d'exercer le monopole sur la radio nationale et la télévision, devient la cible privilégiée des manifestants. Les informations diffusées par les deux chaînes de télévision et les radios publiques sont en effet dictées par l'Élysée et le ministre de l'Information, Alain Peyrefitte : l'ORTF minimise donc logiquement les événements de Mai 68. Puisque les médias officiels français sont contrôlés, l'opinion publique se tourne alors vers les deux grandes stations périphériques, RTL et Europe n°1, non soumises à la censure puisque leur antenne émettrice est installée à l'étranger. Alors que, du 17 mai au 23 juin, les salariés de l'ORTF sont en grève pour la liberté de l'information, les reporters des radios périphériques interviennent en direct depuis les barricades. Les leaders du mouvement, comme Daniel Cohn-Bendit, sont interviewés par des journalistes radio et donnent des conférences de presse. Au terme de ce mouvement social, les médias sont repris en main par le pouvoir gaulliste : 58 journalistes (36 à la télévision et 22 à la radio) sont licenciés, 30 sont mutés d'office et 7 mis en retraite anticipée.

Malgré l'assouplissement du monopole de l'État sur l'audiovisuel en 1974 et son abolition en 1982, les médias traditionnels continuent de décliner. Depuis la fin des années 1990, les médias traditionnels sont à nouveau accusés de collusion et de complaisance avec la classe politique. Avec les radios libres et la multiplication des chaînes de télévision, chacun peut accéder à une information diversifiée, grandissant ainsi la liberté d'expression et favorisant la démocratie d'opinion. Dès lors, les médias traditionnels relèveraient plus de la communication que de l'information. La multiplication des sondages dans les médias, transformant les règles du jeu politique, serait pour certains un garde-fou pour les gouvernants et dénoncerait pour d'autres une « tyrannie de l'opinion ». Parallèlement, l'essor d'Internet permet la mobilisation de l'opinion et la participation plus active des citoyens aux débats politiques et sociaux. Les blogs, les réseaux sociaux et les commentaires se multiplient et laissent la parole à tous ceux qui le souhaitent, mais la question de la fiabilité et de la qualité de l'information se pose et les « théories complotistes » rencontrent par exemple une large audience.

Depuis la fin du XIX^e siècle, les médias qui se sont diversifiés ont joué un rôle majeur dans la formation d'une opinion publique et dans la remise en cause des régimes successifs.

Lors des grandes crises politiques, ils ont été un des vecteurs de la contestation du régime en place, tout en étant bien souvent un moyen pour le pouvoir de reprendre la situation en main. L'arrivée d'Internet a changé la donne sans que nous ayons encore le recul nécessaire pour en dresser l'impact. L'apparition des blogs, des commentaires et des réseaux sociaux permet une expression plus facile et plus libre mais entraîne, comme le souligne l'historien M. Winock, « une impression de confusion extrême ».